



La contribution de la diaspora au développement démocratique et durable de la République du Kosovo

Le changement politique et le nouveau gouvernement au Kosovo suscitent de grands espoirs. Ils ouvrent la perspective d'une véritable mise en route de ce jeune État avec de nouvelles perspectives sociales, économiques et démocratiques. L'emploi et la justice étaient les promesses faites lors de la campagne électorale. Avec une bonne gouvernance et lutte contre la corruption, cette promesse devrait et peut maintenant être tenue.

Lors d'une conférence organisée par le Parti socialiste suisse (PS) et le PS Migrant-e-s Suisse le 18 juin 2021, plus de 60 participant-e-s de Suisse, du Kosovo et d'autres pays des Balkans occidentaux ont discuté de la question de savoir quelle contribution la diaspora peut apporter au développement démocratique et durable du Kosovo. Les quelque 700 000 citoyens et citoyennes kosovar-e-s qui vivent en dehors de leur pays d'origine ont plus à offrir que de simples transferts de fonds pour leurs familles.

Nos attentes sont les suivantes :

1. Nous attendons des institutions responsables des deux États qu'elles élaborent une politique relative à la diaspora et qu'elles formulent et mettent en œuvre des plans concrets pour développer et mettre en place de mécanismes et de structures communs et durables impliquant les acteurs concernés à tous les niveaux, en particulier les spécialistes et les réseaux (associations et autres groupes d'intérêt) transnationaux de la diaspora. Suivant le modèle et les principes de l'intégration européenne, il convient de renforcer les échanges et d'établir une coopération coordonnée et cohérente. Une politique de migration et de développement efficace et globale devrait contribuer aux processus de rapprochement et d'intégration de la République du Kosovo dans l'UE (y compris la libéralisation des visas).
2. Nous attendons des deux États qu'ils renouvellent le partenariat migratoire existant et, dans ce cadre, qu'ils œuvrent à l'amélioration de la situation sociale, juridique et économique de la diaspora kosovare en Suisse et vice-versa. En particulier, la Suisse et le Kosovo devraient veiller à ce que leurs ressortissants ne soient pas discriminés ou sanctionnés dans l'État partenaire lorsqu'ils demandent à l'État des prestations auxquelles ils ont droit. Les personnes qui ont apporté leur contribution à la Suisse tout au long de leur vie ne doivent pas être pénalisées par une fragilisation, voire une perte, de leur droit de séjour si elles font valoir leur droit à l'aide sociale. La sécurité des droits de séjour est l'une des plus importantes pour une participation équitable, démocratique et égale à la société.
3. Nous attendons du nouveau gouvernement du Kosovo qu'il fournisse le cadre juridique et institutionnel permettant à la diaspora de contribuer efficacement au développement démocratique et durable du Kosovo, notamment
 - de créer rapidement les conditions nécessaires à un démarrage des négociations sur un accord de partenariat économique, pour lequel le mandat de négociation a déjà été adopté du côté suisse ;
 - qu'elle envoie un Conseiller chargé des affaires économiques et sociales qui est à la disposition de la diaspora en tant que personne de contact et point d'entrée unique ;
 - qu'elle crée un cadre juridique solide pour le transfert de capitaux et de savoir-faire depuis et vers les PME en vue d'un développement économique durable ; qu'elle associe la diaspora à la formulation de ce cadre juridique dès le départ ; tout en accordant une importance particulière au renforcement des droits de travail, la sécurité sociale et la formation professionnelle.
4. Nous attendons de la Direction du développement et de la coopération (DDC) qu'elle accorde une priorité élevée à l'implication de la diaspora dans le nouveau programme de coopération suisse avec le Kosovo 2022–2025, qu'elle élabore actuellement avec ses

partenaires sur le terrain en attachant une importance particulière à l'implication de la diaspora et construisant des plateformes avec la société civile afin de mettre en réseau le grand potentiel de la diaspora et de l'inclure d'une manière qui profite à toutes et tous.

5. Nous attendons de tous les acteurs politiques et sociaux qu'ils contribuent au développement de syndicats indépendants et forts avec le soutien et la participation de la diaspora. Ce n'est qu'avec des syndicats forts et des associations d'employeurs indépendantes que les partenaires sociaux seront en mesure de négocier et de mettre en œuvre des solutions communes viables – notamment des conventions collectives de travail. Elles constituent la base de salaires justes et équitables, de bonnes conditions de travail et de sécurité, ainsi que du développement d'un système de formation professionnelle solide.
6. Nous attendons des directions des partis du PS et de Vetëvendosje qu'elles concluent un accord sur la base des valeurs socialistes, qui régleme les conditions de coopération entre nos partis et élargit et renforce considérablement la voix de la diaspora par rapport à aujourd'hui.
7. Nous attendons de la diaspora en Suisse, qui est diverse et comprend des personnes originaires de tous les pays des Balkans occidentaux et au-delà, qu'elle contribue, par ses liens familiaux et un dialogue accru, à promouvoir la paix et la démocratie, à surmonter les conflits existants et à faire progresser l'égalité des sexes et l'inclusion de toutes et tous dans une société devenue diverse.

Groupe PS Kosovo

Contact : Fabian Molina, Conseiller national, +41 79 781 12 28

Arber Bullakaj, comité directeur PS Migrant-e-s Suisse, +41 76 533 54 86

Urim Deva, co-président PS Migrant-e-s Bâle, +41 78 829 38 02

Ylfete Fanaj, PS, Conseil cantonal Lucerne, +41 78 848 73 93

Osman Osmani, délégué PS Migrant-e-s SH, président prointegra.ch, +41 79 934 18 89

Qëndresa Sadriu, PS, Conseil cantonal Zurich, +41 79 951 39 07

Lirim Begzati, PS, Conseil cantonal Neuchâtel, +41 79 354 67 13

Secrétariat : Peter Hug, comité directeur PS Migrant-e-s Suisse, +41 79 721 67 24